



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-54623>

Département(s) de publication : **06**

Annonce n° **24-54623**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Métropole Nice Côte d'Azur (06)

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : 24V0014 - PRESTATION DE SURETE ET DE GARDIENNAGE POUR LA VILLE DE NICE

**Description** : La présente consultation est lancée suivant la procédure : Marché à procédure adaptée - articles R.2123-1-3° et R.2123-2 du Code de la commande publique. Les prestations concernent la mise à disposition des personnels de la sécurité lors des spectacles, manifestations organisées par la ville de Nice : sécurité lors des manifestations en extérieur ou sur sites fermés tel que concerts, spectacles, inaugurations, évènements protocolaire ( liste non exhaustive).

**Identifiant de la procédure** : 31c36588-e5b4-4faf-862f-75306028fd0e

**Identifiant interne** : 24V0014

**Type de procédure** : Ouverte

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )**: 75240000 Services de sécurité et d'ordre public

##### 2.1.4 Informations générales

**Base juridique** :

Directive 2014/24/UE

##### 2.1.5 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Nombre maximal de lots pour lesquels un soumissionnaire peut présenter une offre : 2**

**Le soumissionnaire doit présenter une offre pour l'ensemble des lots**

**Conditions du marché :**

**Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire dans le cadre de marchés : 2**

**2.1.6 Motifs d'exclusion**

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale :

Faillite :

Corruption :

Concordat :

Participation à une organisation criminelle :

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental :

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme :

Fraude :

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains :

Insolvabilité :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail :

Biens administrés par un liquidateur :

Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure :

Motifs d'exclusion purement nationaux :

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché :

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché :

Coupable d'une faute professionnelle grave :

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social :

Paiement des cotisations de sécurité sociale :

État de cessation d'activités :

Paiement d'impôts et taxes :

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes :

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre :** PRESTATIONS DE SURETE EVENEMENTIELLE

**Description :** Accord-cadre à bons de commande Mini : 850 000,00 € Maxi : 6 000 000,00 € En valeur en € H.T. Durée (hors reconduction) : 12 mois Nombre de reconductions éventuelles : 3 Début du marché : À la notification du contrat. Le délai d'exécution de chaque prestation est indiqué dans le bon de commande ou le cas échéant dans le C.C.T.P.

**Identifiant interne :** 24V0014\_01

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 75240000 Services de sécurité et d'ordre public

**Options :**

**Description des options :** Options : Des modifications des marchés en cours d'exécution (dispositions des articles R.2194-1 à 9 du Code de la commande publique), et/ou des prestations similaires (dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique) pourront être conclus, dans le respect des seuils de mise en concurrence de l'article L.2123-1 du Code de la commande publique. Il n'est pas prévu de prestation supplémentaire éventuelle.

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale :** Commune de Nice , sur le périmètre centre ville et ERP

**Ville :** Nice Cedex 4

**Code postal :** 06364

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :**

#### 5.1.3 Durée estimée

**Durée :** 48 MONTH

#### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements :** 3

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 24,000,000 EUR

#### 5.1.6 Informations générales

**Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés :** Exigence dans le demande de participation

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)**

**Informations complémentaires :** A/ NEGOCIATION : L'acheteur engagera des négociations avec le(s) soumissionnaire(s) dont les offres, à l'issue d'un premier classement, ont été jugées les meilleures. B / Conditions d'exécution sociale du marché - Clauses sociales : L'acheteur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article 2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'action sociale. L'entreprise titulaire devra réaliser une action sociale qui permette la mobilisation vers l'emploi de personnes en parcours d'insertion professionnelle rencontrant des difficultés particulières. Pour le présent accord cadre à bons de commande reconductible cet engagement portera sur la seule période initiale. L'entreprise attributaire aura pour obligation de mettre en place au minimum une des actions proposées Cf ARTICLE 10 du CCAP - Conditions d'exécution sociale du marché - Clauses sociales :

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Nom :** Chiffre d'affaire :

**Description :** Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public portant au maximum sur le dernier exercice disponible en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ce chiffre d'affaire est disponible.

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Nom :** Chiffre d'affaire :

**Description :** MINIMUM DE CAPACITE CHIFFRE D'AFFAIRES : le candidat devra justifier d'un chiffre d'affaires d'un montant de UN MILLION D'EUROS (1 000 000, 00 euros) réalisé sur chacune des trois dernières années. Afin que ces chiffres d'affaires soient recevables, le candidat devra joindre les trois bilans comptables correspondants.

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Nom :** Liste des principaux services :

**Description :** Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

**Critère :**

**Type :** Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Nom :** Agrément du dirigeant :

**Description :** L'agrément du dirigeant délivré par le CNAPS (Conseil National des Activités Privées de Sécurité) en cours de validité; OU L'ATTESTATION PERMETTANT DE DEMONTRER QUE LA DEMANDE DE L'AGREMENT EST EN

COURS. Dans ce dernier cas, le candidat devra fournir le document au plus tard avant l'attribution du marché auquel cas le marché ne pourra pas lui être attribué.

**Critère :**

**Type :** Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Nom :** Autorisation d'exercer :

**Description :** L'autorisation d'exercer au nom de la société, délivrée par le CNAPS (Conseil National des Activités Privées de Sécurité) en cours de validité OU L'ATTESTATION PERMETTANT DE DEMONTRER QUE LA DEMANDE DE L'AUTORISATION EST EN COURS. Dans ce dernier cas, le candidat devra fournir le document au plus tard avant l'attribution du marché auquel cas le marché ne pourra pas lui être attribué.

**Critère :**

**Type :** Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Nom :** Capacité des opérateurs à l'appui de la candidature - EXPERIENCE :

**Description :** Le candidat est informé que compte tenu du niveau de prestations demandé dans le cadre du présent marché il devra justifier de minima de capacité afin que sa candidature soit prise en compte . Pour justifier des capacités d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat devra produire les mêmes documents au nom de ces opérateurs économiques. MINIMUM DE CAPACITE EXPERIENCE EN SURETE EVENEMENTIELLE : le candidat devra fournir une liste des prestations "évènementielles" sur la dernière année et pour lesquelles un minimum de 50 agents a été appelé en simultané sur le terrain. Le candidat devra fournir , à titre de justificatif, les factures listant le nombre d'agents de terrain mobilisés.

**Critère :**

**Type :** Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Nom :** Capacité des opérateurs à l'appui de la candidature - EFFECTIFS :

**Description :** Le candidat est informé que compte tenu du niveau de prestations demandé dans le cadre du présent marché il devra justifier de minima de capacité afin que sa candidature soit prise en compte . Pour justifier des capacités d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat devra produire les mêmes documents au nom de ces opérateurs économiques. MINIMUM DE CAPACITE EFFECTIFS : un effectif constant dans l'entreprise d'au moins 20 personnes est demandé. Cette déclaration devra être justifiée par la remise d'un document officiel présentant la liste et les profils du personnel en CDI.

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Description de la méthode à utiliser si la pondération ne peut être exprimée par des critères :** Le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché.

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché :** [www.marches-securises.fr](http://www.marches-securises.fr),

### 5.1.12 Conditions du marché public

#### Conditions de présentation :

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** [www.marches-securises.fr](http://www.marches-securises.fr)

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)**

**Variantes :** Non autorisée

**Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres**

**Date limite de réception des offres :** 04/06/2024 à 14:00

**Date limite de validité de l'offre :** 4 MONTH

#### Conditions du marché :

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Oui

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué :** Le présent contrat pourra être attribué à un seul opérateur économique ou à un groupement d'opérateurs économiques. Si le présent contrat est attribué à un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement.

**Informations relatives aux délais de recours :** 1) le référé précontractuel (articles L.551-1 à L. 551- 12, et R.551-1 à R. 551-6 du code de justice administrative) peut être introduit jusqu'à la signature du contrat 2) le référé contractuel (L. 551-13 à L. 551-23, et R. 551-7 à R.551-10 du code de justice administrative) introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'Union européenne (JOUE) ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée. 3) le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, Ass, 4 avril 2014, Département de Tarn-et-Garonne, req. n°358994) introduit par tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées 4) Lorsqu'il est saisi aux fins de prévenir une atteinte imminente ou faire cesser une atteinte illicite à un secret des affaires, le juge des référés peut prescrire toute mesure provisoire et conservatoire proportionnée, y compris sous astreinte. Il peut notamment ordonner l'ensemble des mesures mentionnées à l'article R. 152-1 du code de commerce (référé « secret des affaires » article R 557-3 du CJA) La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 1

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal Administratif de Nice

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** Ville de Nice (06)

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** Ville de Nice (06)

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal Administratif de Nice

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** Ville de Nice (06)

**Organisation qui traite les offres :** Ville de Nice (06)

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0002

**Titre :** PRESTATIONS DE GARDIENNAGE

**Description :** Accord-cadre à bons de commande Mini : 200 000,00 € Maxi : 2 000 000,00 € En valeur en € H.T. Durée (hors reconduction) : 12 mois Nombre de reconductions éventuelles : 3 Début du marché : À la notification du contrat. Le délai d'exécution de chaque prestation est indiqué dans le bon de commande ou le cas échéant dans le C.C.T.P.

**Identifiant interne :** 24V0014\_02

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 75240000 Services de sécurité et d'ordre public

**Options :**

**Description des options :** Options : Des modifications des marchés en cours d'exécution (dispositions des articles R.2194-1 à 9 du Code de la commande publique), et/ou des prestations similaires (dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique) pourront être conclus, dans le respect des seuils de mise en concurrence de l'article L.2123-1 du Code de la commande publique. Il n'est pas prévu de prestation supplémentaire éventuelle.

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale :** Commune de Nice, sur le périmètre centre ville et ERP

**Ville :** NICE CEDEX 4

**Code postal :** 06364

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :**

**5.1.3 Durée estimée**

**Durée :** 48 MONTH

**5.1.4 Renouvellement**

**Nombre maximal de renouvellements :** 3

**5.1.5 Valeur**

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 8,000,000 EUR

**5.1.6 Informations générales**

**Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés :** Exigence dans le demande de participation

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)**

**Informations complémentaires :** A/ NEGOCIATION : L'acheteur engagera des négociations avec le(s) soumissionnaire(s) dont les offres, à l'issue d'un premier classement, ont été jugées les meilleures. B / Conditions d'exécution sociale du marché -  
Clauses sociales : L'acheteur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article 2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'action sociale. L'entreprise titulaire devra réaliser une action sociale qui permette la mobilisation vers l'emploi de personnes en parcours d'insertion professionnelle rencontrant des difficultés particulières. Pour le présent accord cadre à bons de commande reconductible cet engagement portera sur la seule période initiale. L'entreprise attributaire aura pour obligation de mettre en place au minimum une des actions proposées Cf ARTICLE 10 du CCAP - Conditions d'exécution sociale du marché -  
Clauses sociales :

**5.1.9 Critères de sélection**

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Nom :** Chiffre d'affaire :

**Description :** Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public portant au maximum sur le dernier exercice disponible en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ce chiffre d'affaire est disponible.

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Nom :** Chiffre d'affaire :

**Description :** MINIMUM DE CAPACITE CHIFFRE D'AFFAIRES : le candidat devra justifier d'un chiffre d'affaires d'un montant de CINQ CENT MILLE EUROS (500 000, 00 euros) réalisé sur chacune des trois dernières années. Afin que ces chiffres d'affaires soient recevables, le candidat devra joindre les trois bilans comptables correspondants.

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Nom :** Agrément du dirigeant :

**Description :** L'agrément du dirigeant délivré par le CNAPS (Conseil National des Activités Privées de Sécurité) en cours de validité; OU L'ATTESTATION PERMETTANT DE DEMONTRER QUE LA DEMANDE DE L'AGREMENT EST EN COURS. Dans ce dernier cas, le candidat devra fournir le document au plus tard avant l'attribution du marché auquel cas le marché ne pourra pas lui être attribué.

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Nom :** Autorisation d'exercer :

**Description :** L'autorisation d'exercer au nom de la société, délivrée par le CNAPS (Conseil National des Activités Privées de Sécurité) en cours de validité ; OU L'ATTESTATION PERMETTANT DE DEMONTRER QUE LA DEMANDE DE L'AUTORISATION EST EN COURS. Dans ce dernier cas, le candidat devra fournir le document au plus tard avant l'attribution du marché auquel cas le marché ne pourra pas lui être attribué.

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Nom :** Capacité des opérateurs à l'appui de la candidature - EXPERIENCE :

**Description :** Le candidat est informé que compte tenu du niveau de prestations demandé dans le cadre du présent marché il devra justifier de minima de capacité afin que sa candidature soit prise en compte . Pour justifier des capacités d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat devra produire les mêmes documents au nom de ces opérateurs économiques. MINIMUM DE CAPACITE EXPERIENCE EN SURETE EVENEMENTIELLE : le candidat devra fournir une liste des prestations "évènementielles" sur la dernière année et pour lesquelles un minimum de 50 agents a été appelé en simultanément sur le terrain. Le candidat devra fournir , à titre de justificatif, les factures listant le nombre d'agents de terrain mobilisés.

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Nom :** Capacité des opérateurs à l'appui de la candidature - EFFECTIFS :

**Description :** Le candidat est informé que compte tenu du niveau de prestations demandé dans le cadre du présent marché il devra justifier de minima de capacité afin que sa candidature soit prise en compte . Pour justifier des capacités d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat devra produire les mêmes documents au nom de ces opérateurs

économiques. MINIMUM DE CAPACITE EFFECTIFS : un effectif constant dans l'entreprise d'au moins 20 personnes est demandé. Cette déclaration devra être justifiée par la remise d'un document officiel présentant la liste et les profils du personnel en CDI.

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Nom :** Liste des principaux services :

**Description :** Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

**5.1.10 Critères d'attribution**

**Description de la méthode à utiliser si la pondération ne peut être exprimée par des critères :** Le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché.

**5.1.11 Documents de marché**

**Adresse des documents de marché :** [www.marches-securises.fr](http://www.marches-securises.fr),

**5.1.12 Conditions du marché public**

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** [www.marches-securises.fr](http://www.marches-securises.fr)

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)**

**Variantes :** Non autorisée

**Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres**

**Date limite de réception des offres :** 04/06/2024 à 14:00

**Date limite de validité de l'offre :** 4 MONTH

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Oui

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué :** Le présent contrat pourra être attribué à un seul opérateur économique ou à un groupement d'opérateurs économiques. Si le présent

contrat est attribué à un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement.

**Informations relatives aux délais de recours :** 1) le référé précontractuel (articles L.551-1 à L. 551- 12, et R.551-1 à R. 551-6 du code de justice administrative) peut être introduit jusqu'à la signature du contrat 2) le référé contractuel (L. 551-13 à L. 551-23, et R. 551-7 à R.551-10 du code de justice administrative) introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'Union européenne (JOUE) ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée. 3) le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, Ass, 4 avril 2014, Département de Tarn-et-Garonne, req. n°358994) introduit par tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées 4) Lorsqu'il est saisi aux fins de prévenir une atteinte imminente ou faire cesser une atteinte illicite à un secret des affaires, le juge des référés peut prescrire toute mesure provisoire et conservatoire proportionnée, y compris sous astreinte. Il peut notamment ordonner l'ensemble des mesures mentionnées à l'article R. 152-1 du code de commerce (référé « secret des affaires » article R 557-3 du CJA) La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 1

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal Administratif de Nice

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** Ville de Nice (06)

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** Ville de Nice (06)

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal Administratif de Nice

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** Ville de Nice (06)

**Organisation qui traite les offres :** Ville de Nice (06)

## Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** Métropole Nice Côte d'Azur (06)

**Numéro d'enregistrement :** 20003019500115

**Adresse postale :** 5 RUE DE L'HOTEL DE VILLE

**Ville :** NICE CEDEX 4

**Code postal :** 06364

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** dao@nicecotedazur.org

**Téléphone :** +33 489982079

**Adresse internet :** <https://www.marches-securises.fr>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) :** <https://www.marches-securises.fr>

**Profil de l'acheteur :** <https://www.marches-securises.fr>

**Rôles de cette organisation :**

**Acheteur**

#### 8.1 ORG-0003

**Nom officiel :** Ville de Nice (06)

**Numéro d'enregistrement :** 21060088802409.

**Adresse postale :** 5 RUE DE L'HOTEL DE VILLE

**Ville :** NICE CEDEX 4

**Code postal :** 06364

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** dao@nicecotedazur.org

**Téléphone :** +33 497133774

**Adresse internet :** [www.marches-securises.fr](http://www.marches-securises.fr)

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) :** [www.marches-securises.fr](http://www.marches-securises.fr)

**Rôles de cette organisation :**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché**

**Organisation qui reçoit les demandes de participation**

**Organisation qui traite les offres**

#### 8.1 ORG-0004

**Nom officiel :** Tribunal Administratif de Nice

**Numéro d'enregistrement :** 17060005000026

**Adresse postale :** 18 avenue des fleurs CS 61039.

**Ville :** Nice Cedex 1

**Code postal :** 06050

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** greffe.ta-nice@juradm.fr

**Téléphone :** +33 489988600

**Adresse internet :** <http://nice.tribunal-administratif.fr>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) :** <http://nice.tribunal-administratif.fr>

**Rôles de cette organisation :**

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

### **11.1 Informations relatives à l'avis**

**Identifiant/version de l'avis :** c58ba5ab-1152-4ed9-a203-0ac6b0772e21 - 01

**Type de formulaire :** Mise en concurrence

**Type d'avis :** Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis :** 07/05/2024 à 16:45

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible :** français

### **11.2 Informations relatives à la publication**

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication :** 07/05/2024